

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Amérique andine et Plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota  
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito  
Semaines des 1<sup>er</sup> et 08 août 2024

## Zoom : Point à mi-mandat sur les réformes du gouvernement colombien

Le 6 août 2024, le gouvernement colombien, présidé par Gustavo Petro, a présenté un bilan détaillé de ses diverses réalisations. Cette présentation se fait dans un contexte de faible popularité, d'un ralentissement économique, d'un turnover ministériel important et d'une faible exécution budgétaire. Ainsi, le document indique que *« malgré les nombreux défis, ce gouvernement a réussi à placer les préoccupations des citoyens au centre de son action. Il a mis en œuvre une approche novatrice de la gouvernance, adaptée aux exigences environnementales, économiques et politiques contemporaines, tout en abordant les dettes historiques de l'État envers ses citoyens et le principal constituant. »*

### Selon le document, le Gouvernement a réalisé des actions :

1. Secteur financier :
  - Baisse de l'inflation de 6,16 points de pourcentage. Elle est passée de 13,34 % g.a en mars 2023 à 7,18 % g.a. en juin 2024.
  - Répondre aux engagements de dette et à la crise de la trésorerie. Toutefois, le niveau de la dette publique reste élevé (50,8 % fin mars 2024).
  - Réactivation de la SAE, une entité redistribuant les avoirs saisis aux narcotrafiquants à la population.
2. Secteur des transports :
  - Le gouvernement aurait fait progresser plusieurs projets ferroviaires importants, tels que le train touristique de Boyacá et le corridor La Dorada-Chiriguaná, et aurait facilité l'appel d'offres pour la deuxième ligne du métro de Bogotá. Le programme des routes 4G a également présenté, avec des travaux en cours sur 28 voies et des projets 5G prévus pour 2024.
3. Marché du travail :
  - Approbation de la réforme des retraites, qui permet désormais à trois millions de personnes de bénéficier d'un revenu mensuel même sans pension.
  - Le revenu des personnes de plus de 80 ans a été augmenté de 80 000 COP à 225 000 COP par mois.
  - Le gouvernement aurait également contribué à la création de 1,32 M emplois en 16 mois.
4. Secteur agricole :
  - Le gouvernement a mis en avant sa tentative de récupérer l'entreprise Monómeros pour soutenir la souveraineté industrielle, la réduction des prix des intrants agricoles et la livraison de terres.

# Bolivie

**L'institut statistique a annoncé une inflation cumulée à 3,0 % (4,0 % en g.a.) en juillet 2024.**

**Le dernier rapport sur l'inflation de l'Institut National des Statistiques (INE) a indiqué que l'inflation mensuelle en juillet était de 0,47 % et que le taux annuel cumulé atteignait 2,98%.**

Le directeur de l'INE, Humberto Arandia, a commenté que la Bolivie, comme toutes les économies du monde, fait face à un contexte défavorable. L'autorité a attribué les augmentations de prix aux barrages routiers, ainsi qu'à d'autres mobilisations pour protester contre le manque de diesel, l'inflation externe, les effets climatiques, le manque d'approbation des crédits externes, la contrebande et la spéculation. Pour sa part, le président du Collège des économistes de Tarija, Fernando Romero, a indiqué que bien que l'inflation de juillet (0,47 %) soit inférieure à celle de mai (0,63 %) et de juin (0,54 %), l'inflation mensuelle a augmenté de 28% par rapport à 2023 et l'inflation cumulée de 157%. Il a ajouté qu'il considérait que la cause principale était la pénurie de dollars. En effet, le prix de la devise sur le marché parallèle atteint 14 BOB alors que le taux officiel et inchangé depuis 2011 à 6,86 BOB.

**La BCB annonce avoir payé 62 % du service de la dette publique extérieure pour 2024.**

**La Banque Centrale de Bolivie (BCB) a indiqué qu'en juillet, elle avait payé 62 % du service de la dette publique extérieure prévu pour cette année, soit 938 M USD, dans un contexte international défavorable et malgré la hausse des taux d'intérêt, respectant ainsi ses engagements envers les créanciers extérieurs dans les délais impartis.**

Pour le seul mois de juillet 2024, la BCB, en tant qu'agent financier du gouvernement, a déboursé 176 M USD pour le service de la dette publique extérieure. L'émetteur soutient qu'il a mis en œuvre différentes mesures pour atténuer l'impact des conditions internationales défavorables, en cherchant à maintenir la stabilité de la devise et à promouvoir un environnement économique propice à une croissance soutenue.

# Colombie

**La Banque centrale abaisse le taux d'intérêt directeur à 10,75 % (-50 pdb).**

**Le 1<sup>er</sup> août dernier, le conseil d'administration de la Banque centrale a procédé à une 6<sup>e</sup> réduction consécutive du taux directeur, le baissant de 50 points de base (pdb) à 10,75 %.**

Il s'agit du niveau le plus bas depuis octobre 2022, marquant ainsi un tournant en dessous du seuil de 11%. D'après un rapport de Bloomberg, cette diminution positionne le taux d'intérêt colombien au même niveau que celui du Mexique. Ainsi, la Colombie ne détient plus les coûts d'emprunt les plus élevés parmi les principales économies régionales.

Ce choix de politique monétaire a été adoptée dans un contexte où l'inflation annuelle a stagné à +7,2 % g.a en juin. Par ailleurs, l'autorité monétaire a revu à la hausse ses projections de croissance du PIB pour 2024, les portant à +1,8 %, contre une estimation précédente (au mois d'avril) de +1,4 %. La décision de réduire le taux d'intérêt directeur de 50 pdb a été approuvée par cinq membres contre deux (souhaitant une réduction de 75 pdb), marquant un dissensus quant au rythme d'accommodation de la politique monétaire.

**Fitch Ratings réaffirme la note créditrice colombienne, à BB+.**

**L'agence de notation Fitch Ratings a réaffirmé le 31 juillet la note créditrice souveraine de la Colombie à BB+ avec une perspective stable, soulignant la solidité institutionnelle du pays, notamment due à l'indépendance de la Banque centrale et à son régime de ciblage de l'inflation.**

Toutefois, l'agence a indiqué que la notation souveraine du pays est "contrainte" par des vulnérabilités budgétaires et fiscales, telles que des déficits budgétaires élevés, une charge d'intérêts élevée et une forte dépendance aux matières premières, dégradant la stabilité du ratio dette/PIB. L'agence a également évoqué la réforme des retraites adoptée en juillet 2024, en soulignant

les incertitudes liées à son impact budgétaire et aux défis politiques qui l'accompagnent.

La décision de Fitch suit celle de Moody's, qui a maintenu la note de la Colombie à Baa2, mais avec une perspective passée de stable à négative. Pour mémoire, de son côté, S&P Global attribue également une note BB+ avec une perspective négative.

### **Le taux de chômage augmente à 10,3 % en juin.**

**En juin 2024, le nombre de chômeurs a augmenté de 248 000, portant le total à 2,6 millions. Par rapport à juin 2023 le taux de chômage a progressé d'un point de pourcentage et atteint 10,3 %.**

Le taux de chômage a augmenté dans toutes les comparaisons : annuelles, mensuelles et désaisonnalisées. Selon David Cubides, directeur de la recherche économique chez *Alianza Valores*, cette dégradation est imputable à l'impact retardé de l'activité économique sur le marché du travail. Les villes de Quibdó (27,9 %), Riohacha (18,4 %) et Florencia (16,1 %) présentent des taux de chômage bien au-dessus de la moyenne nationale, tandis que Bogotá affiche un taux légèrement inférieur à 10,1 %. De plus, parmi les secteurs d'activité, l'administration publique, traditionnellement créatrice nette d'emplois, a connu la plus grande perte avec 172 000 postes supprimés, suivie par la construction (-129 000) et les activités professionnelles (-110 000).

**Par ailleurs, le DANE alerte sur un risque de détérioration du marché du travail dans les mois à venir.**

### **L'inflation baisse de 32 points de base en juillet et atteint 6,86 % g.a.**

**En juillet 2024, l'inflation en glissement annuel a surpris en enregistrant une baisse de 32 points de base, pour atteindre + 6,86 % g.a, avec une inflation de 0,20 % en rythme mensuel.**

Cette réduction est particulièrement marquée dans le secteur des services, où l'inflation annuelle a ralenti de 20 points de base, atteignant + 7,69 % g.a. Ce ralentissement est le plus important observé depuis quatre mois, bien que l'indexation continue de freiner le rythme de désinflation.

Les prix des biens ont également diminué, avec la plus faible inflation annuelle des trois dernières années, notamment grâce à des périodes de soldes sur les vêtements, une baisse des prix des équipements téléphoniques et des véhicules.

Dans la catégorie des biens réglementés, l'inflation annuelle a également ralenti, chutant de 112 points de base pour se situer à + 12,18 % g.a, une décélération comparable à celle d'avril. Ce résultat a été favorisé par une baisse de 0,57 % des prix de l'électricité, bien que la dévaluation ait conduit à une augmentation de 1,76 % des prix du gaz.

Malgré ces signes encourageants, les prévisions pour l'inflation annuelle à la fin de l'année restent prudentes, avec une estimation de Bancolombia à 5,7 % g.a. Cette prévision un processus de désinflation lent et exposé à divers risques, notamment les fluctuations climatiques, la hausse des prix du carburant, et les tensions géopolitiques.

## **Equateur**

### **La BID a approuvé un prêt de politique public de 600 M USD.**

**La BID a approuvé un prêt de politique public de 600 MUSD dans l'objectif de promouvoir la transition énergétique en encourageant les investissements publics et privés dans le secteur des énergies renouvelables.**

Ce financement s'articule avec les politiques du gouvernement pour mettre en place de nouveaux investissements dans le secteur énergétique (y compris privés) de sorte à pallier la crise énergétique. L'opération s'inscrit par ailleurs dans le cadre de l'effort des multilatéraux pour accompagner le programme approuvé en mai par le FMI (4 Md USD sur 48 mois). L'Equateur a dû faire face à des coupures de courant en début d'année 2024 dans le cadre du phénomène climatique *El Niño*. Celui-ci a impacté la production des centrales hydroélectriques.

### **L'Equateur enregistre une baisse des touristes au premier semestre 2024.**

**Au premier semestre 2024, l'Equateur a enregistré 590 000 touristes étrangers, soit**

**une baisse de 16 % (environ 100 000 personnes) par rapport au S1 2023, selon les données du ministère du Tourisme.**

Selon la Fédération hôtelière de l'Équateur (Ahotec), comme en 2023, en 2024 la tendance à la baisse s'est maintenue, bien que la baisse des entrées de visiteurs ait été plus faibles au cours des derniers mois. Cette baisse est imputable à l'augmentation de l'insécurité. Les touristes étatsuniens sont le groupe le plus important (233 000 au S1 en baisse de -9 % par rapport au S1 2023), suivis des colombiens (85 000, en baisse de -19 %), des espagnols (47 000, en baisse de -11 %), des péruviens (40 000 en baisse de -29 %) et des chinois (17 000, en hausse de +2 %).

## Guyana

**Grâce aux projets guyaniens, Exxon Mobil enregistre de solides résultats financiers au T2.**

**En juin 2024, le géant pétrolier étatsunien ExxonMobil a rapporté de solides résultats financiers pour le T2, mettant en lumière une croissance significative de la production pétrolière au Guyana.**

La production nette de l'entreprise a augmenté de 15 % g.a, atteignant 4,4 millions bpj, grâce aux niveaux de production record au Guyana et dans le Permien. Effectivement, le projet *Hammerhead* dans le pays licorne sud-américain se distingue avec une capacité de production prévue entre 120 000 et 180 000 bpj à horizon 2029.

**Subsea7 achève l'installation de 119 km de pipeline pour le projet Gas-to-Energy.**

**Le 31 juillet dernier, Subsea7 (entreprise pétrolière) a annoncé avoir complété l'installation de 119 kilomètres de pipeline pour le projet Gas-to-Energy au Guyana avec 10 jours en avance.**

Le contrat d'installation *offshore* a été attribué à Subsea7 et Van Oord par ExxonMobil, avec une valeur estimée entre 150 M USD 300 M USD. Le pipeline transportera le gaz du champ Liza d'Exxon vers une installation de traitement de gaz intégrée à terre. Ce gaz sera utilisé pour la production d'électricité

domestique et les liquides seront commercialisés.

**Grâce à ce projet, le gouvernement guyanien prévoit de réduire le coût de l'électricité pour les consommateurs de 50 %. Exxon prévoit que le pipeline sera opérationnel dès 2024, avec une première livraison de gaz attendue en 2025.**

## Pérou

**Le gouvernement présente un projet de création du ministère des infrastructures.**

Le futur Ministère des infrastructures sera composé de 14 entités et 17 unités d'exécution. **Il sera chargé de planifier, coordonner, formuler, exécuter et superviser la gestion des infrastructures publiques au niveau national, dans le but de fournir des services publics de qualité à la population.**

Il regrouperait 17 entités ministérielles existantes (Proinversion, Autorité nationale des infrastructures, Pronis, Provias...). Le président de la Confédération Nationale des Entreprises Privées (Confiep), Alfonso Bustamante, a souligné que la création d'un nouveau Ministère des infrastructures ne résoudra pas les problèmes d'administration publique et de promotion de l'investissement privé tant que les procédures administratives de l'État ne seront pas optimisées. Il a averti que, si la création de ce nouveau ministère avait lieu sans que les procédures soient préalablement adaptées, le résultat serait bien pire qu'aujourd'hui, où un projet qui pourrait être réalisé par le secteur privé en six mois prendrait une décennie au secteur public.

**Proinversion annonce un nombre record de travaux attribués entre janvier et juillet 2024 sous la modalité Travaux pour Impôts : Oxl.**

**L'Agence de Promotion des Investissements Privés (ProInversión) a indiqué qu'entre janvier et juillet 2024, le montant accordé par le biais du mécanisme des Travaux pour Impôts (Oxl, *Obras por Impuestos*) a atteint un record de 530 M USD avec l'approbation de 44 projets.**

Ce résultat dépasse les montants annuels accordés au cours des 16 années de vie du mécanisme Oxl et dépasse également de 79 % l'objectif fixé pour 2024 (295 M USD). Selon *Proinversión*, d'importants projets ont été attribués en 2024, comme la modernisation

de l'école emblématique « La Victoria de Ayacucho » à Huancavelica (25,5 M USD), ou le projet d'eau potable et d'assainissement dans le quartier « Gregorio Albarracín Lanchipa » de la ville de Tacna (23 M USD). En outre, les perspectives sont importantes pour la fin de l'année 2024, avec l'attribution de 13 projets estimés à 115,5 M USD.

**La BCRP réduit son taux directeur à 5,50 % en réponse à une inflation sous-jacente en baisse.**

**Ce 08 août, la Banque Centrale de Réserve du Pérou (BCRP) a surpris les analystes en réduisant son taux directeur de 25 points de base, le portant ainsi à 5,50 %.**

Parmi les principales justifications de cette décision, la BCRP a souligné, en juillet, une réduction notable de la persistance de l'inflation sous-jacente (inflation hors alimentation et énergie). Cette dynamique devrait perdurer, ce qui stabiliserait l'inflation annuelle autour de l'objectif cible à moyen terme (entre 1% et 3%). De plus, pour le troisième mois consécutif, la majorité des indicateurs économiques et des anticipations demeurent optimistes.

Néanmoins, des incertitudes subsistent quant au rythme de la réduction des taux d'intérêt dans les économies avancées, ainsi qu'aux risques découlant des conflits internationaux. La BCRP continue donc de surveiller attentivement ces évolutions pour ajuster sa politique monétaire en conséquence. Ainsi, selon les prévisions de *Credicorp Capital*, le taux directeur péruvien devrait s'établir à 5,00 % d'ici la fin de l'année 2024.

## Suriname

**La Haye confirme la saisie de 19,5 M EUR des banques surinamaises malgré leur contestation.**

**En avril 2018, une saisie de 19,5 M EUR appartenant à des banques surinamaises a été ordonnée, et demeure en vigueur.**

La Cour d'appel de La Haye a confirmé ce 6 août que la saisie doit être maintenue, rejetant ainsi la réclamation des banques *De Surinaamsche Bank*, *Finabank* et *Hakrinbank* et de la Banque centrale du Suriname (CBvS) qui contestaient la saisie au motif qu'elle violait le droit international coutumier.

Pour mémoire, le ministère public néerlandais a poursuivi les banques secondaires précédemment citées pour blanchiment d'argent.

**Le président Santokhi rencontre Staatsolie pour préparer la stratégie post-FID avec Total Energies, prévue pour fin 2024.**

**Le président Chan Santokhi a rencontré la direction de l'entreprise pétrolière nationale Staatsolie le 2 août 2024 pour discuter de la stratégie post-Final Investment Decision (FID) avec Total Energies, prévue pour le T4 2024.**

En tant qu'actionnaire, l'Etat Surinamais a souhaité traiter des préparatifs pour la signature du FID, ainsi que des défis financiers rencontrés par l'entreprise qui participera à hauteur de 20 % à l'exploration pétrolière et gazière au large des côtes du pays.

Annand Jagesar, PDG de Staatsolie, a confirmé que la signature du FID est en bonne voie, avec une production initiale attendue entre fin 2027 et début 2028.

**L'achat de deux hélicoptères de police Airbus prévu par le ministre de Police.**

**Le ministre de la Justice et de la Police du Suriname, Kenneth Amoksi, a exprimé son intention d'acquérir deux hélicoptères de police Airbus pour renforcer la sécurité intérieure.**

Le coût total de l'achat, comprenant les infrastructures nécessaires, est estimé à plus de 10 M USD. La commande pourrait être passée sous 14 mois si le gouvernement approuve le projet.

Lors d'une conférence de presse, Amoksi a détaillé ses récentes visites en Europe et en Afrique, où il a notamment inspecté des installations d'Airbus Helicopters en France et étudié des questions de sécurité au Ghana et au Botswana. Il a souligné que les hélicoptères amélioreraient considérablement la mobilité et la réactivité des forces de police, notamment pour la gestion des crimes tels que les vols et le trafic de drogue.

## Venezuela

**Suspension temporaire des vols à destination et en provenance du Panama, de la République dominicaine et du Pérou.**

**La décision est temporaire, notamment jusqu'au 31 août depuis et vers le Pérou.** Le ministre vénézuélien des Transports, Ramón

Velásquez, a annoncé qu'à compter du 31 juillet 2024 les vols à destination et en provenance du Panama et de la République dominicaine sont temporairement suspendus.

Marisela de Loaiza, présidente de l'Association des compagnies aériennes vénézuéliennes (ALAV), a déclaré que 78 vols hebdomadaires sont affectés par cette décision : 46 vers le Panama, 25 vers la République dominicaine et sept vers Lima.

### **Les exportations pétrolières chutent en juillet à 585 600 bpj (-26% en variation mensuelle).**

**En juillet, selon Reuters, les exportations de pétrole brut du Venezuela ont chuté à 585 600 barils par jour (b/j), constituant une baisse de -26 % par rapport à juin 2024, et de -33 % par rapport à juin 2023.**

Cette baisse résulte de problèmes opérationnels, de faibles stocks de fioul, et des difficultés liées aux transferts de navire à navire, exacerbées par le rétablissement des sanctions américaines.

Pour relancer sa production, l'entreprise pétrolière nationale PDVSA planifie la réhabilitation de puits, une meilleure évaluation des réservoirs, et l'installation d'équipements, notamment dans le puits Ceiba, à l'ouest du pays. De plus, deux entreprises chinoises, *Anhui Erhuan Petroleum Group* et *Kerui Petroleum*, se sont associées à PDVSA pour augmenter la production.

### **Les interventions sur le marché des changes ont dépassé les 3 Md USD en sept mois.**

**La Banque centrale du Venezuela (BCV) a effectué une nouvelle intervention de change de 70 M USD le 30 juillet, établissant un record historique mensuel de 995 M USD vendus aux institutions bancaires.**

Des sources financières indiquent qu'il y a eu une augmentation de la demande de devises sur le marché, dans le contexte des tensions politiques qui ont surgi après les élections du 28 juillet, mais jusqu'à présent l'offre aurait été suffisante. **Avec cette nouvelle intervention, le cumul des interventions atteint 3 Md USD (+18 % g.a.) sur sept mois.**

# Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

|           | Population (M) | PIB prix courants (Mds USD) | Croissance du PIB (en % du PIB) |         | Compte courant (en % du PIB) | Dettes publiques brutes (en % du PIB) | IDH (rang mondial) |                              | Inflation (%)                        |
|-----------|----------------|-----------------------------|---------------------------------|---------|------------------------------|---------------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------------------------|
|           | 2023           | 2024 e                      | 2023                            | 2024 p. | 2024 p.                      | 2024 p.                               | 2022               | Variation par rapport à 2021 | Variation en fin de période, 2024 p. |
| Bolivie   | 12,1           | 49,3                        | 2,5                             | 1,6     | -5,6                         | 86,6                                  | 120                | -2                           | 4,8                                  |
| Colombie  | 51,9           | 386,1                       | 0,6                             | 1,1     | -3                           | 54,4                                  | 91                 | -3                           | 5,3                                  |
| Equateur  | 18             | 121,6                       | 2,3                             | 0,1     | 0,9                          | n.a.                                  | 83                 | +12                          | 1,5                                  |
| Guyana    | 0,8            | 21,2                        | 33                              | 33,9    | 22,8                         | 31,1                                  | 95                 | +13                          | 3,5                                  |
| Pérou     | 34,5           | 282,4                       | -0,6                            | 2,5     | -1,1                         | 33                                    | 87                 | -3                           | 2,4                                  |
| Suriname  | 0,62           | 4,3                         | 2,1                             | 3       | 2,1                          | 87,9                                  | 124                | -25                          | 14,2                                 |
| Venezuela | 29,7           | 102,3                       | -0,6                            | 4,5     | 4,7                          | n.a.                                  | 119                | +1                           | 159,9                                |
| Argentine | 45,6           | 604,3                       | -1,6                            | -2,8    | 0,9                          | 86,2                                  | 48                 | -1                           | 149,4                                |
| Brésil    | 204            | 2 331,3                     | 2,9                             | 2,2     | -1,3                         | 86,7                                  | 89                 | -2                           | 3,79                                 |
| Chili     | 19,6           | 333,77                      | 0,2                             | 2       | -3,9                         | 40,5                                  | 44                 | -2                           | 3                                    |
| Mexique   | 127,9          | 2 017                       | 3,2                             | 2,4     | -0,7                         | 55,5                                  | 77                 | +9                           | 3,5                                  |

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

[jacques.robin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jacques.robin@dgtresor.gouv.fr), [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Olympe MAHE.

Abonnez-vous : [jacques.robin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jacques.robin@dgtresor.gouv.fr); [mario.demenech@dgtresor.gouv.fr](mailto:mario.demenech@dgtresor.gouv.fr)